



Fait à XX
Le XX

Objet : **ARRÊTÉ** n° **XXXX** du **XXXXX** ordonnant le paiement d'une amende administrative à l'encontre de **M. ou Mme XXXXXX** en raison d'un dépôt illégal de déchets sur la commune de **XXXXXXX**

Le maire de la commune de **XXXXXX**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.541.2 et L. 541-3 ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2224-13 à L. 2224-17 ;
VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1311-1 et 1311-2 ;
VU le code pénal et notamment ses articles R. 610-5, R. 632-1, R. 633-6, R. 635-8 et R. 644-2 ;
VU *le code de l'urbanisme, en particulier ses articles *R. 421-19, *R. 421-23 et L. 480-1 à 4 (si besoin) ;*
VU *le code forestier notamment ses articles L. 161-1 et L. 322-2 (si besoin) ;*
VU *le code de la voirie routière, article *R. 116-2 (si besoin) ;*
VU l'arrêté préfectoral du 09/05/1979 modifié portant application du règlement sanitaire départemental et notamment ses articles 84 et 85 ;
VU l'arrêté du XXXXXXXX fixant les conditions de la collecte des déchets ménagers dans la commune ;
VU [ajoutez autres textes si besoin]
VU le rapport de [l'officier de police municipal] transmis à l'auteur des faits par courrier en date du [date] conformément à l'article L. 541-3 du code de l'environnement ;
VU le courrier du maire en date du [date] informant M. Mme X ou la société Y de la procédure de mise en demeure susceptible d'être mise en place et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément à l'article L. 541-3 du code de l'environnement ;
VU les observations de l'auteur des faits formulées par courrier en date du [précisez la date] ;
ou bien
VU l'absence de réponse écrites ou orales de l'auteur des faits à la transmission du rapport susvisé dans le délai de dix jours ;
Ou bien
VU le dépôt sauvage constaté toujours présent

Considérant qu'il appartient au maire de prendre dans le domaine de sa compétence les mesures appropriées pour préserver la tranquillité publique ;

Considérant que lors de la visite en date du [date] [ou l'examen des éléments en sa possession], [l'officier de police municipale] a constaté les faits suivants :

(Décrire précisément les constats d'inobservations des prescriptions applicables)

Considérant que le dépôt constitué par M. XXXXX ou de la société XXXXX sur le terrain sis... occasionne des nuisances pour l'environnement, le voisinage et est de nature à porter atteinte à la salubrité publique.

Considérant qu'en vertu de l'article 84 du règlement sanitaire départemental, tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritiques de quelque matière que ce soit est interdit ;

Considérant que, selon l'article L. 541-2 du code de l'environnement « Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion [...] ».

Considérant que, contrairement aux dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement, M. XXXXX ou de la société XXXXX n'a pas pris les dispositions nécessaires pour s'assurer de la bonne élimination de ses déchets ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article [précisez le numéro de l'article] de l'arrêté [municipal du JJ MM AAAA] susvisé ; [si pertinent]

Considérant que dès lors, qu'il y a lieu d'ordonner le paiement d'une amende administrative par M. XXXXX ou de la société XXXXX, conformément aux dispositions prévues au 5° de l'article L.541-3 du code de l'environnement ;

Considérant que le montant de l'amende administrative doit être proportionné à la gravité des manquements constatés et tient compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Considérant [détailler l'analyse ayant permis d'identifier la somme retenue] :

— [.....]

— [.....]

Considérant qu'un montant d'amende administrative de xxxx euros est donc proportionné ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Une amende administrative d'un montant de xxxx euros (somme en lettres euros) est infligée à M. XXXXX ou à la société XXXXX, demeurant [précisez l'adresse] sur la commune de [précisez le nom de la commune] OU dont le siège social est situé [précisez l'adresse] sur la commune de [précisez le nom de la commune] pour l'absence d'enlèvement des déchets suite à notre courrier n° xxxxxx du JJ MM AAAA.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de xxxx euros (somme en lettres euros) est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le trésorier-payeur général de XX.

Article 2 – La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de [précisez le tribunal compétent], dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à M. XXXXX ou de la société XXXXX et sera publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

Ampliation en sera adressée à

Monsieur le Trésorier Payeur Général de XX

Chargé en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Lieu XX
le JJ MM AAAA
Signature / cachet